KÖHLER, Manfred, ULRICH, Keith, *Banken, Konjunktur und Politik. Beiträge zur Geschichte deutscher Banken im 19. und 20. Jahrhundert*

Hervé Joly

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1579>

DOI : 10.4000/ifha.1579

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Hervé Joly, « KÖHLER, Manfred, ULRICH, Keith, *Banken, Konjunktur und Politik. Beiträge zur Geschichte deutscher Banken im 19. und 20. Jahrhundert* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 1996, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1579> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1579>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

KÖHLER, Manfred, ULRICH, Keith, *Banken, Konjunktur und Politik.* *Beiträge zur Geschichte deutscher Banken im 19. und 20. Jahrhundert*

Hervé Joly

La question du pouvoir des banques allemandes, en particulier vis-à-vis de l'industrie, a depuis longtemps, à la suite surtout du célèbre ouvrage du socialiste Rudolf Hilferding paru en 1910 (*Le capital financier*), fait l'objet de nombreux débats dans lesquels s'échangeaient des arguments plus politiques que scientifiques. L'historiographie de la R.D.A. a ainsi apporté une contribution qui restait largement enfermée dans des contraintes idéologiques. Les sociologues, notamment avec les spécialistes anglo-saxons des interlocking directories, ont fait, pour la période récente, des études qui peuvent apparaître biaisées par l'utilisation du seul indicateur public disponible: la présence fréquente des banquiers aux conseils d'administration ou de surveillance des entreprises industrielles, interprétée ipso facto comme un facteur d'influence. De récents travaux historiques qui ont l'avantage de pouvoir trouver dans les archives des indicateurs empiriques beaucoup plus diversifiés permettent un profond renouvellement de cette question des relations entre les banques et l'industrie. Après l'étude de V. WELLHÖNER consacré à la période de l'Empire (*Großbanken und Großindustrie im Kaiserreich*, Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 1989), nous disposons maintenant de celle d'H.W. sur la République de Weimar.

Cet ouvrage issu d'une thèse de doctorat soutenue en 1991 à l'Université de Bielefeld est centré sur la seule industrie lourde. Après une introduction qui fait classiquement le point sur la littérature consacrée au sujet, sont ensuite définis un certain nombre de critères permettant de repérer un éventuel pouvoir bancaire sur une entreprise industrielle: non seulement l'interpénétration institutionnelle (possession bancaire d'actions, détention des droits de vote correspondants aux actions déposées par les clients, présence des banquiers aux conseils de surveillance) mais aussi les conditions

de la distribution du crédit par les banques, leur rôle d'intermédiaire pour l'accès au capital financier (marché des actions et des obligations), et leur intervention dans les décisions stratégiques (rachats d'autres entreprises, fusions...). L'auteur insiste à juste titre sur la distinction importante, largement oubliée par Hilferding et ses disciples, entre pouvoir des banques en général et pouvoir d'une banque en particulier: les différents instituts ne constituent pas un système homogène, ils sont aussi en concurrence entre eux, déjà au sein d'un même pays, et a fortiori à l'échelle internationale. Pour qu'il y ait pouvoir bancaire dans une entreprise, il faudrait, à partir d'une définition du pouvoir inspirée de Max Weber, qu'«une banque ou un groupe de banques soit en mesure d'imposer ses propres intérêts et conceptions même contre d'autres groupes d'intérêts». Le terrain d'observation choisi dans l'industrie lourde est centré sur 10 Montankonzerne (groupes industriels associant des mines de charbon, de la sidérurgie et éventuellement de la construction mécanique) qui comptent parmi les principaux dans leur secteur sous Weimar. Pour des raisons d'accessibilité des archives, au moins à l'époque de la recherche, n'ont été retenus que des groupes implantés principalement dans la Ruhr.

L'essentiel de l'ouvrage (426 pages sur 511 pages de texte) porte sur l'examen successif des différents cas. La présentation de chacun est à peu près identique: après un bref rappel de l'histoire de l'entreprise depuis ses origines, les différents facteurs possibles d'un pouvoir bancaire définis précédemment sont examinés de manière extrêmement fouillée et précise. Le fait que les résultats aillent, pratiquement pour chaque cas, dans le sens d'un faible pouvoir bancaire rend a priori la démonstration convaincante. Tous les groupes industriels, s'ils connaissent des difficultés financières sous Weimar, parviennent à obtenir des crédits dans des conditions correctes sans perdre leur indépendance. L'interpénétration institutionnelle reste en général trop faible pour permettre aux banques, ou au moins à une banque précise, de mettre le Directoire sous ses ordres. La plupart des grandes orientations stratégiques relèvent de l'initiative des industriels. L'accès aux marchés financiers est relativement facile pour les entreprises, d'autant plus qu'elles bénéficient à cette époque d'intéressantes offres d'obligations par les banques américaines. Les deux seules exceptions relèvent moins d'un pouvoir bancaire spécifique que d'un simple statut d'actionnaire dominant de la banque (la banque publique du Land de Prusse pour Hibernia, la Deutsche Bank pour Mannesmann). Et même dans ce dernier cas, l'implication importante de la banque dans la gestion relève plus d'une coopération que d'un contrôle unilatéral, les intérêts des deux partenaires coïncidant naturellement.

Malgré son caractère systématique, la démonstration souffre de quelques faiblesses qui limitent sa portée. Le fait de n'avoir utilisé que les archives industrielles pose évidemment problème: les difficultés rencontrées pour l'accès aux archives bancaires, évoquées simplement au détour d'une note en bas de page à propos de la Deutsche Bank, auraient mérité d'être soulignées dès l'introduction, en insistant sur les risques de biais possibles. Le temps écoulé entre la soutenance et la publication de la thèse aurait également pu permettre d'intégrer les apports des très riches archives de la Deutsche Bank conservées aux anciens Staatsarchive de la R.D.A. à Potsdam. De plus, une enquête empirique aussi détaillée a les défauts correspondants à ses avantages: à vouloir repérer le pouvoir bancaire seulement à travers des interventions précises, ne risque-t-elle pas d'occulter les effets d'un contexte d'influence plus diffuse qui fait que les industriels prennent des décisions conformes aux intérêts de leurs partenaires bancaires? Enfin, le choix des 10 cas parmi des entreprises de taille semblable, d'un

même secteur, d'une même région et dans une période aussi courte empêche, comme le reconnaît lui-même l'auteur en conclusion, de généraliser les résultats. Le rapport de forces serait probablement différent avec des entreprises de plus petite taille, ou dans des secteurs industriels moins établis comme l'automobile par exemple. Il est également gênant que l'étude reste strictement enfermée dans la période 1919-1932, d'autant que les dernières années, avec notamment les conséquences des fusions contraintes par la crise, comme celle en 1929 de la Disconto-Gesellschaft et de la Deutsche Bank, apparaissent moins prises en compte: cette importante concentration bancaire a dû modifier les rapports de force en limitant la possibilité des entreprises de jouer de la concurrence des instituts. De même, il est assez frustrant pour le lecteur d'évoquer abondamment les relations des industriels de la Ruhr avec les banques privées juives sans les mettre en relation avec leur ralliement ultérieur au nazisme et leur contribution au développement d'un éventuel antisémitisme.

La question de la responsabilité des banques dans la politique nazie a également fait l'objet de nombreux débats imprégnés de connotations idéologiques. L'accès récent pour les chercheurs occidentaux aux archives saisies en 1945 par les Soviétiques à Berlin, au siège des grandes banques, permet d'en renouveler l'approche sur des bases empiriques plus solides. La thèse de C.K. soutenue, à l'Université de Bochum est publiée en même temps que celle d'H.W., mais sa phase de recherche plus tardive (1988-1991) lui a laissé le temps d'utiliser en particulier les archives de la Deutsche Bank et du Ministère de l'Économie du Reich déposées à Potsdam. L'auteur s'intéresse, à l'exception d'un bref chapitre annexe consacré à la tentative avortée de certains responsables du parti nazi de prendre un contrôle plus direct des grandes banques en 1942/43, uniquement à la période antérieure à la guerre. Dans la continuité des travaux de l'historien américain H. A. Turner, il montre d'abord la relative distance qu'observent avant 1933 les banquiers à l'égard d'un mouvement nazi dont une fraction anticapitaliste défend des thèses qui les menacent directement en réclamant la nationalisation ou la régionalisation des grandes banques. Les adhésions individuelles restent assez isolées et il n'existe pas d'indices d'un financement du NSDAP par les grands instituts. La situation change rapidement avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler. C.K. insiste à juste titre sur le rôle considérable de Hjalmar Schacht dans ce ralliement des milieux financiers. Sa nomination à la tête de la banque du Reich lui permet, avec le soutien étroit d'Hitler, d'avoir une position privilégiée pour repousser les ambitions des nazis hostiles aux grandes banques privées. S'il approuve l'exclusion des juifs de l'administration ou de la presse, il refuse, inspiré par le souci de préserver l'image internationale de la place financière allemande, qu'ils soient systématiquement écartés de l'économie privée. Mais l'influence de Schacht, consacrée par ses positions cumulées de ministre de l'économie (1934) et de mandataire général de l'économie de guerre (1935), décline à partir de 1937/38 aux dépens notamment de Göring et de son organisation du plan de quatre ans. Il combat vainement le primat du réarmement et de la politique autarcique et il ne parvient pas à assurer une «aryanisation présentable» des banques juives qui respecterait, par une indemnisation correcte, les droits des propriétaires. Le déclin de son influence est consacré en 1939 par son départ de la direction de la Reichsbank qui coïncide avec la remise en cause de l'autonomie de l'institut.

L'apport le plus original de C.K. réside dans une analyse nuancée de la politique menée par les grandes banques, en particulier en comparant la Deutsche Bank et la Dresdner Bank. Si la seconde, dont le capital est majoritairement contrôlé par le Reich depuis la

grave crise financière qu'elle a traversée en 1932, est soumise aux règles de l'administration qui imposent dès 1933 l'exclusion de son personnel juif, les dirigeants de la première ne sont pas en reste en écartant immédiatement leurs collègues israélites du Directoire. Les années suivantes sont marquées par cette course-poursuite entre les deux instituts dans la politique du pire. Le fait que l'auteur soit le fils de l'actuel patron de la Deutsche Bank ne remet pas en cause sa démonstration convaincante que la Dresdner Bank, dont certains dirigeants sont plus directement liés au régime et à la SS, est toujours plus active, plus brutale dans ses diverses initiatives, qu'il s'agisse des banques juives, ou de la prise de contrôle de l'économie autrichienne et tchèque qu'il étudie successivement. Mais la Deutsche Bank a trop peur de perdre son premier rang pour ne pas y participer. Et l'évocation de la politique poursuivie dans les régions tchèques au-delà de la borne chronologique finale de l'étude semble suggérer que les dernières réticences ont été levées par le déclenchement de la guerre: même les dirigeants de la Deutsche Bank sont débarrassés de leur souci de préserver leur image internationale.

L'étude menée par C.K. s'appuie sur une exploitation riche et fine des archives. On peut seulement s'étonner qu'il semble croire un peu vite les archivistes des grandes banques sur la quasi-absence de fonds sur le nazisme qui seraient restés la propriété des instituts: l'ouvrage édité l'année dernière à l'occasion du 125^e anniversaire de la Deutsche Bank sous la direction de L. Gall, et en particulier le chapitre consacré par l'historien britannique H. James à la période nazie, révèle justement par ses sources le contraire. Ces occultations curieuses, surtout auprès de C.K., semblent suggérer que les banques allemandes, si elles sont aujourd'hui plus disposées à évoquer leurs graves défaillances morales sous le nazisme, tiennent encore à garder le contrôle de la production historique sur le sujet. Enfin, comme souvent pour la publication des thèses allemandes, on peut regretter que la lecture de certains passages soit rendue difficile par la profusion de données chiffrées ou de noms d'entreprises. La démonstration empirique et les conclusions devraient être moins dissociées dans leur présentation.

Le dernier livre recensé est un ouvrage collectif édité – c'est suffisamment rare dans le monde académique pour mériter d'être signalé – par de jeunes universitaires non encore docteurs. A l'exception d'une contribution de D. PETZINA déjà publiée par ailleurs, les auteurs, parmi lesquels on retrouve H.W. et C.K., appartiennent tous à la même génération. Les différents articles traduisent le dynamisme des recherches en cours en Allemagne sur les banques, même si l'homogénéité aussi bien dans le temps – de la première moitié du XIX^e s. à la période actuelle –, dans les terrains – un texte sur la relation entre construction des chemins de fer et développement des marchés financiers dans l'Angleterre du XIX^e s. (D. ZIEGLER) parmi dix autres portant sur l'Allemagne – que dans les problématiques n'est pas très grande. Certains articles comme ceux consacrés au rôle de la banque Oppenheim dans le développement industriel du bassin d'Aix-la-Chapelle (G. TEICHMANN) ou à la politique industrielle de la Berliner Handelsgesellschaft sous Weimar (A. BRENNEIS) restent enfermés dans des perspectives monographiques un peu étroites. M.K. aborde un sujet moins classique en s'intéressant à l'évolution de la politique de crédit auprès des communes entre la crise de 1929 et la Seconde Guerre Mondiale. Nos auteurs précédents fournissent d'intéressantes synthèses sur leurs périodes de prédilection. H.W. montre que les banques ont plutôt mieux résisté aux années d'inflation (1918-1923) qu'on ne le croit généralement. C.K. suggère en revanche que la période nazie n'a pas été spécialement favorable aux grandes banques, les groupes industriels ayant retrouvé une santé

financière qui les a rendus moins dépendants de leurs crédits et le développement du marché des obligations du Reich ayant plutôt profité aux caisses d'épargne. Enfin, un article passionnant de K.U. évoque le sort sous le nazisme de l'importante banque juive Simon Hirschland, en utilisant, notamment pour l'étude des conditions de son «aryanisation», les archives de l'institut Trinkaus et Burkhardt qui lui a succédé. L'exploitation des sources internes apporte un complément utile à la thèse de C.K. Au total, un ouvrage inégal mais prometteur par les perspectives ouvertes.

Hervé JOLY